

en préparation de la Conférence sur le réchauffement du globe qui doit se tenir en 1992 au Brésil, devrait comprendre aussi les protocoles, de sorte que les chefs d'État puissent ratifier un ensemble complet de textes en 1992.

Nous avons pris des mesures très énergiques sur la question du réchauffement de la planète, et c'est pourquoi on a reconnu à la réunion de Genève que le Canada faisait partie d'un petit groupe de pays qui avaient pris des mesures énergiques sur la question.

\* \* \*

• (1450)

### LE PROGRAMME BOURSES CANADA

**Mme Louise Feltham (Wild Rose):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Sciences. Elle concerne le Programme Bourses Canada dans le domaine des sciences et de la technologie.

Actuellement, les étudiants qui suivent des cours dans des collèges et des instituts de technologie ne peuvent se prévaloir de ce programme.

Est-ce que le gouvernement, dans le cadre de son engagement à améliorer la compétitivité du Canada, a l'intention de reconnaître l'excellence de la recherche effectuée par des jeunes qui étudient dans nos collèges et instituts, en mettant sur pied un programmes de bourses pour les techniciens et les technologistes?

**L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences):** Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question et de l'intérêt soutenu qu'elle porte à ce domaine.

Tous les députés de cette Chambre s'entendent certainement pour dire que les techniciens et les technologistes ont un rôle important à jouer en vue d'assurer la compétitivité du Canada. J'ai reçu des centaines de recommandations à ce sujet. Peut-être ont-elles toutes été inspirées par ma collègue?

Je dois rappeler à la Chambre qu'il n'y a pas si longtemps, le gouvernement a accepté d'appuyer une étude menée par le secteur privé, sur le rôle des techniciens et des technologistes au Canada. Je pense que cette question qui figure déjà sur la liste des priorités dans le domaine des sciences demeurera en tête de liste. Dès que des fonds seront disponibles, nous nous ferons un plaisir d'assurer sa mise en oeuvre.

### Questions orales

[Français]

### L'IMMIGRATION

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Nous savons tous qu'Ottawa et Québec devaient signer une nouvelle entente en matière d'immigration. Or, ce matin, la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec précisait que la signature de cette entente était essentielle pour le Québec afin qu'il puisse poursuivre ses efforts en matière d'immigration et que, d'autre part, la même entente n'était pas incompatible avec la démarche de clarification qui se poursuit au Québec en matière constitutionnelle. Ma question est donc la suivante: Est-ce que le premier ministre entend signer cette entente, et cela le plus tôt possible, ou sinon, pourquoi ne la signe-t-il pas?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, la semaine dernière, au Comité du travail, de l'emploi et de l'immigration, nous avons discuté de l'Accord du lac Meech, d'une entente constitutionnelle, et après nous avons discuté d'une entente administrative. Bien sûr, nous nous engageons encore dans ce dossier, mais il est impossible aujourd'hui de donner une date.

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, si je comprends bien, la ministre est en train de faire la preuve que le fédéralisme peut permettre au Québec de s'épanouir. L'histoire retiendra d'ailleurs le rôle important qu'a joué le premier ministre du Canada, depuis le fameux discours de Sept-îles dans la démarche du Québec vers la souveraineté, et je l'en remercie.

**Une voix:** On a fait plus que toi en tout cas!

**M. Duceppe:** Cependant, pourrait-il clairement répondre s'il est capable de la moindre clarté, si oui ou non il signera cette entente? Puisqu'il n'y a pas de liens directs avec les discussions sur l'avenir constitutionnel, cela peut se faire dans le cadre actuel.

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, la réponse ne change pas parce que le député est un peu agité.

**Des voix:** Bravo!

**Mme McDougall (St. Paul's):** La réponse reste exactement la même. Le premier ministre et moi-même avons dit que c'est un dossier important, mais il y a d'autres